

## *Résumé*

Cette thèse porte sur les transformations de la ville de Riga entre 1945 et 1990. Riga est alors une « grande ville » de l'Union soviétique, annexée par le pays à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Dans toute l'Europe du Nord-Est, de Rostock à Tallinn, la soumission politique est mise en avant par les historiens pour expliquer les transformations des villes après 1945. Elle aurait permis l'imposition d'un modèle soviétique qui comprenait un élément fondamental : la priorité accordée au plan de développement industriel. Autrement dit, la conception en urbanisme et le changement urbain auraient été entièrement guidés et pilotés par la planification économique d'État. Une approche critique de cette question est placée au cœur de cette thèse. Celle-ci propose de répondre aux interrogations suivantes. Comment la planification économique d'État transforme-t-elle la façon de travailler et de penser des urbanistes ? Et, par ce biais, comment agit-elle sur la fabrique de la ville ? Quelle autonomie affirment-ils par rapport à cette autorité, c'est-à-dire au « Plan » ?

Ces questionnements généraux sont appliqués au cas de Riga. L'étude de cas nourrit à la fois une réflexion empirique sur la transmission d'un modèle soviétique de développement urbain et une réflexion plus large sur les temporalités et les inerties du changement urbain dans un contexte supposé technocratique. L'étude pose également des questions de géographie politique. Comment les tensions géopolitiques de Guerre froide résonnent-elles dans la vie socio-politique des marges occidentales de l'Union soviétique ? Comment les spécificités de la région balte différencient-elles sa soviétisation, c'est-à-dire les transformations sociales, politiques et économiques (voire d'ordre civilisationnel) qui accompagnent la mise en place d'un régime de type soviétique ?

Le cas de Riga est caractérisé par différentes spécificités. Vers 1900, Riga était une grande ville et une vitrine de la modernité de la Russie tsariste. Son école d'architecture était renommée. Durant l'entre-deux-guerres, Riga devint la capitale de la Lettonie. Ce micro-État (de deux millions d'habitants) fut annexé sans combats en 1940 par l'Union soviétique, puis occupé par l'Allemagne nazie et reconquis par l'Armée rouge. En 1945, Riga, enjeu stratégique situé à 1 000 kilomètres à l'ouest de Moscou, se trouvait en partie détruite et vidée de ses habitants. L'historiographie de ses transformations à partir de cette date est peu nombreuse. Elle compte surtout des études des formes architecturales et, depuis 1991, une histoire de l'État letton lue au travers de la ville. Riga n'est pas

un cas isolé à cet égard. Dans les études des transformations des villes du bloc communiste après 1945, le changement urbain est moins un objet d'études en soi que le support d'une réflexion sur l'État, la nation ou l'architecture. Cette situation caractérise aussi les travaux les plus stimulants portant sur les villes soviétiques après 1945, tels que ceux de Thomas Bohn, Timothy Colton, Mart Kalm ou Taline Ter Minassian, issus de disciplines et de traditions historiographiques diverses.

Les travaux précités ont proposé une lecture des transformations des villes soviétiques conforme à la chronologie développée par le géographe britannique Anthony French (1995), fondée sur l'histoire de la planification économique. D'après celle-ci, la reconstruction d'après-guerre de Riga aurait négligé les intérêts du développement urbain : elle aurait été dictée par l'industrie lourde, conformément à la logique des plans quinquennaux, logique mise en place en URSS en 1928 et « importée » après 1945. À partir du milieu des années 1950, Riga et son agglomération connurent une croissance démographique soutenue, jusqu'au million d'habitants dans les années 1980. La périphérie de la ville fut profondément transformée, avec la construction d'une ceinture de grands ensembles de logements et de cités-jardins. Rétrospectivement, ce développement est perçu comme le résultat de politiques planifiées impulsées par le Kremlin. En outre, la « vieille ville » devint un site touristique. Après la reconstruction des secteurs détruits pendant la guerre, elle fut réinvestie par des opérations d'aménagement dans les années 1980. Dans le cadre de l'écriture d'une nouvelle histoire nationale lettone depuis 1991, cette transformation est associée à une idée de subversion, par rapport au Plan et plus généralement au régime soviétique.

Aujourd'hui, décideurs, urbanistes et associations mobilisent largement une critique de la période soviétique pour justifier les nouvelles transformations des grands ensembles de Riga et de la vieille ville. Dans ce contexte, le Plan est présenté de manière à la fois simpliste et paradoxale : il aurait été inefficace et aurait dicté le changement urbain. La thèse présentée ici refuse de dresser un « bilan » de la période soviétique et d'inscrire l'histoire des transformations de Riga dans une chronologie de l'État et de la planification économique. Elle entreprend de redonner toute sa consistance à l'urbain, notamment pour mieux éclairer la fabrique actuelle de la ville. Pour cela, elle renouvelle les questionnements appliqués à la ville et définit une chronologie propre au phénomène étudié. Saisie par touches successives dans sa complexité spatiale et sociale, cette chronologie est parfois en interaction avec le politique et l'économique, mais avec des écarts. La thèse interroge les décalages entre l'annexion et les effets de la planification économique sur l'urbanisme et sur l'urbain. Elle questionne les effets des inflexions en matière économique données sous Khrouchtchev (priorité au logement, aménagement du territoire, décentralisation) et guette les comportements critiques. Cela justifie une attention particulière aux quinze premières années d'après-guerre, qui occupent plus de

la moitié du texte, avec des études poussées sur le groupe professionnel des urbanistes, sur le thème du logement et sur les plans généraux d'aménagement de la ville. Les trois dernières décennies du régime soviétique sont abordées dans la durée ou avec des effets de zoom autour de projets spécifiques : certains grands ensembles, la « régénération » du Vieux Riga et le projet de métro.

### *Méthode*

La méthode appliquée suit une tradition d'histoire urbaine, c'est-à-dire une approche historique du changement urbain attachée à la fois aux transformations sociales et matérielles de la ville, aux représentations, aux acteurs et aux politiques. Placée au cœur de l'enquête, la ville est entendue ici comme espace matériel et social, objet de politiques, comme lieu de production et de rencontres. L'enquête s'attache aux conflits entre acteurs (spécialistes de l'urbain, décideurs, économistes, habitants, etc.) autour des transformations de l'espace urbain et de sa préfiguration, objet du travail des urbanistes. L'approche est microhistorienne en ce qu'elle s'intéresse aux individus et en ce qu'elle varie les contextes d'interprétation et les niveaux d'observation (échelons administratifs, dimensions spatiales, échelle graphique de représentation, références mobilisées par les acteurs). Une grande attention est portée au jeu des acteurs autour de ces variations d'échelle.

La démarche s'appuie sur des questionnements et des méthodes empruntés à d'autres disciplines, notamment pour une étude socio-historique des pratiques professionnelles des urbanistes pendant la sortie de guerre. Cette étude met à jour la fabrique d'un corps d'urbanistes au service du Plan et la mise en place de pratiques conformes à un ordre fondé sur celui-ci. Pour cela, elle emprunte à la sociologie des professions et du genre et s'appuie sur l'analyse sociologique d'entretiens. Dans le cadre d'une étude exploratoire sur le projet de métro, l'analyse utilise également la sociologie des controverses.

Cette recherche se situe en outre au niveau d'une histoire politique de l'URSS attentive à l'espace. Au-delà de l'étude d'un processus de soviétisation, des éclairages sont portés sur la répression d'après-guerre et sur la décentralisation des années 1950. Les hypothèses de ce travail ont été discutées avec différents chercheurs (en France, en Lettonie et en Russie) dont les travaux actuels portent sur ces questions, pour renforcer les échanges entre histoire urbaine et histoire soviétique et entre milieux universitaires des différents pays.

Cette recherche établit un dialogue avec les travaux existants d'histoire de l'architecture, réalisés notamment par des historiens lettons et russes tels que Jānis Lejnīeks et Ioulia Kossenkova. Elle s'est également nourrie de mon expérience personnelle en matière d'architecture et de rencontres, formelles et informelles, avec des praticiens auxquels j'ai présenté, en retour, les résultats de

l'enquête. Des plates-formes de rencontre entre pratique et recherche ont permis cet échange (Labex Futurs Urbains à Paris, Urban Institute et Faculté de géographie de l'Université de Lettonie à Riga, *Linnalabor* et Académie estonienne des Beaux-Arts à Tallinn, etc.).

Le parti pris de l'enquête est celui d'une étude empirique en profondeur fondée avant tout sur l'examen de sources d'époque, dans des fonds d'archives variés, à Riga (archives des anciennes administrations régionales et locales ; Musée d'architecture de Lettonie) et à Moscou (archives d'administrations centrales de l'URSS et de l'Académie d'Architecture).

Le corpus de sources considéré comprend tout d'abord des documents non publiés de type administratif (rapports, notes, correspondances, procès-verbaux de réunions, dossiers personnels) émis par des institutions très diverses. Leur comparaison permet d'appréhender les différences de préoccupations des acteurs, les rapports de force, la répartition des rôles et les jeux d'échelle. De plus, des sources propres au domaine de l'urbanisme font l'objet d'un usage intensif : les cours d'urbanisme donnés à Riga, les projets de fin d'études des étudiants en architecture et surtout des plans d'urbanisme (conservés aux Archives nationales de Lettonie et au Musée d'Architecture de Lettonie). Un échantillon choisi de plans, avec une iconographie retravaillée, est présenté dans le corps du texte et analysés (des compléments étant présentés en annexe). Parmi les thématiques abordées, les questions d'échelle, d'esthétique, de parcellaire, de paysage et d'usage du passé sont privilégiées. Les pièces graphiques de ces plans d'urbanisme ont permis d'élaborer un système d'information géographique pour documenter les transformations réelles de la ville, l'évolution des plans eux-mêmes et les décalages dans leur mise en œuvre.

Les publications architecturales spécialisées sont étudiées dans quatre contextes spécifiques (campagne contre le formalisme, concours d'architecture, discussion sur le Vieux Riga et controverse autour du projet de métro). Enfin, il faut souligner un corpus de sources orales, formé d'une trentaine d'entretiens menés, pour la plupart, avec des urbanistes lettons formés dans les années 1950-1960. J'ai tiré profit de ces entretiens pour examiner les activités quotidiennes des urbanistes, leurs trajectoires professionnelles et la perception des événements dans la durée.

Ce corpus de source est bilingue (letton/russe), résultat d'une situation de bilinguisme social et administratif. Cette question est problématisée au travers des décalages de sens entre les termes et des changements de langue.

Dans l'analyse de ces sources, j'ai mis en relief leurs conditions de production et de diffusion, avec deux pistes de réflexion : le rapport à l'action et le secret d'État. Plusieurs usages des plans d'urbanisme sont mis en avant (comme guide de l'action ou comme outil d'aide à la décision).

L'évolution des temporalités dans lesquelles s'inscrit le plan d'urbanisme est étudiée autour de différents projets (grands ensembles, régénération du Vieux Riga). L'étude signale des usages inattendus, pour légitimer des pratiques d'enquête de terrain ou pour promouvoir l'accession des urbanistes à l'Union des Architectes. La réflexion sur le secret, thème incontournable en Union soviétique, ouvre, elle, des pistes de recherche qui dépassent le cadre de l'urbanisme et le cas de Riga. De cette difficulté dans l'accès aux sources, j'ai fait un fil directeur de la réflexion : sur le codage des plans d'urbanisme, les pratiques professionnelles et les jeux d'acteurs.

Malgré le foisonnement, certains aspects sont peu représentés. Je n'ai pas trouvé les sources nécessaires à une étude approfondie sur le rôle des acteurs industriels et militaires. En outre, à Riga comme à Moscou, les sources d'archives des années 1970-1980 sont peu nombreuses, ce qui s'explique notamment par le fait que des dossiers n'ont pas encore été déclassifiés. Cette difficulté exige de l'inventivité, avec l'usage problématisé de textes publiés dans la presse, d'archives personnelles et des sources orales.

### *Principaux résultats*

Ce travail conduit à deux principales conclusions.

En premier lieu, l'imposition de la pensée par plan dans l'urbanisme et dans les transformations de la ville n'est pas immédiate. Elle suit plusieurs étapes. Celles-ci permettent de dresser une chronologie propre qui commence en 1948. Dorénavant, le Plan transforme l'organisation et les rythmes du travail. Un corps professionnel d'urbanistes apparaît. Le contenu des plans d'urbanisme évolue, ainsi que leur statut et leur rapport à l'action. Cette évolution varie selon l'échelle de conception. Elle est en partie liée à la mise en place d'un ordre soviétique et à des mécanismes d'imprégnation. Elle résulte également du durcissement du régime dans tout le pays, ainsi que d'effets locaux d'exacerbation ou de freinage. Certains changements sont retardés, comme dans la formation universitaire. Ces éléments permettent d'enrichir les travaux sur la soviétisation des régions satellisées à l'issue de la guerre et de mesurer le poids des spécificités locales dans ce processus.

Si on observe les pratiques des urbanistes, la logique de planification tend à se substituer à toute autre forme de pensée des transformations de la ville. L'émulation intellectuelle n'est plus financée. La réflexion à long terme fondée sur les capacités du territoire est abandonnée. Le plan d'urbanisme est dorénavant tourné vers l'action durant les prochains plans quinquennaux. Il devient une mise en espace du Plan sur le territoire, ce qui explique la perception des urbanistes du Plan comme un dogme. Davantage qu'une doctrine, c'est une façon de penser et de travailler qui s'impose.

L'examen détaillé du plan d'aménagement régional de 1957 et des plans d'aménagement de plusieurs grands ensembles de logements appuient la démonstration.

En second lieu, on observe des arrangements et des hybridations entre des dispositifs de conception dictés par le Plan et indépendants ou antérieurs, avec des décalages dans le temps, selon les thématiques et selon les échelles de conception. Les transgressions semblent permanentes. Les postures critiques à l'égard du Plan (dans l'aménagement régional dès les années 1950) et les critiques ouvertes (pour la reconstruction du Vieux Riga dans les années 1960) sont largement antérieures à la perestroïka et au démantèlement du système politique soviétique. Si modèle soviétique il y a, celui-ci est flexible et en évolution.

Il faut se départir d'une vision de la planification économique comme univoque et imposée depuis Moscou. Le Plan est lui-même porteur de contradictions à l'heure d'une inflexion des politiques en faveur du logement. Il comporte des incertitudes à l'heure de la décentralisation. Et les urbanistes se saisissent de cette situation. À l'échelle régionale de conception, des marges de liberté apparaissent face aux contraintes strictes de la planification économique, imposées à la fin des années 1940, et ce, grâce au travail des économistes et à des enquêtes de terrain qui offraient des « respirations » aux urbanistes.

Dans le cadre de la reconstruction de la vieille ville, le travail des urbanistes n'est tout d'abord pas encadré par la logique de planification. Puis il s'y soumet dans les années 1960-1970. Mais la réflexion sur le patrimoine et sur l'histoire encourage les urbanistes à critiquer la logique planificatrice. Subversion ultime, le plan d'aménagement qu'ils réalisent s'impose au plan quinquennal vers 1980. Entre soumission au Plan et défiance vis-à-vis du modèle que celui-ci soutient, le rapport au Plan des urbanistes est ambigu. C'est justement cette complexité que la thèse donne à voir.

Cette recherche doctorale, qui n'est pas une monographie, dépasse le cadre de la ville étudiée. La réflexion permanente sur les échelles et les décalages (entre Riga et Moscou notamment) ainsi que sur les catégories de jugement utilisées par les acteurs pour appréhender l'urbain apporte des connaissances sur les formes de territorialisation de l'État soviétique et sur la fabrique de la ville dans un contexte technocratique. L'étude des circulations des modèles et des savoir-faire entre villes (Moscou, Leningrad, Tallinn, mais également Budapest, Vienne, Stockholm, etc.) ouvre, quant à elle, la voie à une histoire de l'Europe communiste davantage soucieuse de la ville mais également à la pleine intégration de ses villes dans les réflexions comparatives sur l'urbain.